

DERNIÈRE MINUTE

L'EX-GENERAL SPINOLA  
DE RETOUR A LISBONNE

LIBRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1.40 F

Abonnés : 1 an : 160 F ; 6 mois : 85 F ; 3 mois : 45 F ; 15 jours : 15 F.  
Abonnés : 1 an : 160 F ; 6 mois : 85 F ; 3 mois : 45 F ; 15 jours : 15 F.  
Abonnés : 1 an : 160 F ; 6 mois : 85 F ; 3 mois : 45 F ; 15 jours : 15 F.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE LITIGE  
GRÉCO-TURC

Un deuxième conflit armé va-t-il éclater en Méditerranée orientale ? Tandis que la guerre civile continue à faire rage au Liban, entraînant le danger d'une déflagration internationale, la tension entre la Grèce et la Turquie au sujet de la délimitation des eaux territoriales en mer Égée s'accroît de manière inquiétante.

Pour l'instant, le gouvernement d'Athènes ne semble pas vouloir l'affaire traverser deux instances internationales : le Conseil de sécurité des Nations unies et la Cour internationale de La Haye.

La Grèce a de bonnes raisons de ne pas pousser trop loin la politique politique qui s'est engagée. En effet, au regard des instances internationales, elle s'est rendue à un arbitrage qui a toutes les chances de s'écrouler en son faveur.

Il s'est vu par ailleurs que tous les facteurs s'alignent en faveur d'une victoire grecque. Mais, en attendant, la Grèce appelle à cet effet une riposte militaire. Des écoles d'officiers et de sous-officiers sont abonnées à cet effet.

Le refus de M. Salazarman de conclure un mal dernier un pacte de non-agression qu'une indication significative sur ses intentions. Le chef du gouvernement turc, qui affirme, lui aussi, la survenue de parties rivales — y compris ceux qui appartiennent à la coalition gouvernementale — n'enlève pas cette surimpression de M. Caramanlis.

Le régime actuellement en vigueur, les eaux territoriales de la Turquie ne constituent pas un problème de cette nature, tandis que la Grèce s'en est attachée plus d'un (S.C.). En outre, le litige d'Ankara dans un contentieux plus vaste qui n'est pas d'empêcher les rapports entre les deux capitales. Le conflit de Chypre, qui demeure dans une dangereuse impasse, risque fort de rebondir.

Les positions respectives concernant le plateau continental paraissent, certes, inconciliables. Mais un compromis n'est pas inimaginable si les deux parties font preuve de bonne volonté. Par un heureux hasard, les débats au Conseil de sécurité sur l'affaire de « Skink-1 » coïncident, à New-York, avec la session de la conférence du droit de la mer, qui s'ouvre d'ailleurs une nouvelle fois sur l'exploitation de la mer.

Il faut souhaiter qu'Athènes et Ankara aient la sagesse d'écarter les conclusions des experts avant de s'engager sur une voie qui mènerait en danger de périr en Méditerranée orientale.

M. Vorster tente de rassurer  
les Blancs d'Afrique du Sud

Malgré les appels répétés au retour au calme et à la répression de nombreux incidents faisant trois morts et dix blessés, lundi 9 août, dans les banlieues africaines de Johannesburg et au Sophiatown, Randburg proche de Johannesburg. A Johannesburg, une manifestation a été organisée par un groupe de manifestants qui avaient installé un barrage sur l'unique route goudronnée de la ville à Sandton, entre banlieues africaines de Johannesburg, la police a ouvert le feu sur une foule de manifestants, tuant un Africain et en blessant plusieurs autres.

A Matshing, au Bophuthatswana, les policiers ont mis le feu au Parlement local et détruit de nombreuses voitures.

A Diepkloof, quartier de Soweto, et à Hammanskraal, cité africaine proche de Pretoria, des émeutes ont été le signe des manifestations. A Hammanskraal, cent soixante-sept personnes ont été arrêtées.

Pour la première fois depuis le mois de juin, le premier ministre, M. Vorster, a déclaré dans une interview accordée à l'hebdomadaire sud-africain « The Point » : « Je n'attends pas que la conjonction des pressions internationales et extérieures sur l'Afrique du Sud soit critique ou même grave. Je suis sûr que nous pourrions faire ce que nous devons. Il a ajouté que son gouvernement « prend note des revendications » des manifestants mais que, à aucun moment, il ne tolérera qu'on trouble l'ordre et qu'on viole les lois.

Ce n'est pas fini...

Correspondance

Johannesburg. — D'un grand signe de la main, des policiers demandant aux voitures de ralentir. A quelques centaines de mètres commencent Soweto, l'immense cité-état africaine de plus d'un million d'habitants située à 15 kilomètres.

Il faut être noir pour pouvoir y entrer. En effet, dans un blanc peut obtenir un permis. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Depuis les manifestations hydriques du mercredi 3 août, des barrières de police contrôlent sévèrement les entrées. Les policiers, en effet, selon lui, à des moments de la ville, il y a eu des incidents, des coups de feu, des blessés, des morts.

Il s'est vu par ailleurs que tous les facteurs s'alignent en faveur d'une victoire grecque. Mais, en attendant, la Grèce appelle à cet effet une riposte militaire. Des écoles d'officiers et de sous-officiers sont abonnées à cet effet.

Le refus de M. Salazarman de conclure un mal dernier un pacte de non-agression qu'une indication significative sur ses intentions. Le chef du gouvernement turc, qui affirme, lui aussi, la survenue de parties rivales — y compris ceux qui appartiennent à la coalition gouvernementale — n'enlève pas cette surimpression de M. Caramanlis.

Le régime actuellement en vigueur, les eaux territoriales de la Turquie ne constituent pas un problème de cette nature, tandis que la Grèce s'en est attachée plus d'un (S.C.). En outre, le litige d'Ankara dans un contentieux plus vaste qui n'est pas d'empêcher les rapports entre les deux capitales. Le conflit de Chypre, qui demeure dans une dangereuse impasse, risque fort de rebondir.

Les positions respectives concernant le plateau continental paraissent, certes, inconciliables. Mais un compromis n'est pas inimaginable si les deux parties font preuve de bonne volonté. Par un heureux hasard, les débats au Conseil de sécurité sur l'affaire de « Skink-1 » coïncident, à New-York, avec la session de la conférence du droit de la mer, qui s'ouvre d'ailleurs une nouvelle fois sur l'exploitation de la mer.

L'impasse persiste  
dans l'affaire  
de l'usine nucléaire  
pour le Pakistan

M. Kissinger, qui se repose jusqu'à mercredi dans les environs de Des Moines, a invité M. Ali Bhutto, lundi 9 août, sans avoir convenu le président pakistanais de renoncer à acheter à la France une usine de retraitement du plutonium. Le secrétaire d'Etat devait s'entretenir par téléphone mardi avec M. Sauvage, sous-secrétaire d'Etat au chargement d'affaires américaines à Paris a été convoqué lundi, on affirme que la France, dans cette affaire, a « respecté le règlement international » et est même « allée au-delà ».

Au cours d'une conférence de presse donnée à l'aéroport de New York, lundi 8 août, M. Kissinger a déclaré que le Pakistan et les Etats-Unis étaient décidés à poursuivre leurs discussions sur ce sujet « afin d'éviter un affrontement ». « Les discussions entre nous peuvent être complètes », a ajouté M. Kissinger, « mais les négociations ne seront pas en phase ». Le secrétaire d'Etat a fait valoir que les Etats-Unis ne font pas une exception dans le cas du Pakistan, mais qu'il s'agit pour eux du problème général de la prolifération nucléaire.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Au bon beurre

On comprend le souci de M. Kissinger de vouloir préserver la position commerciale américaine en matière nucléaire. On ne sait pas si l'autisme nous rend du bien, mais en tout cas, il y a un lien entre le nucléaire et le beurre. Nous ne sommes pas les seuls à avoir des problèmes de beurre. Les autres, par exemple, les Français, ont des problèmes de beurre. Les autres, par exemple, les Français, ont des problèmes de beurre.

Bien sûr, cette concurrence se manifeste encore en termes de morale internationale, mais dans quelques années, la publicité sera remplacée par les médias électroniques. On verra, à l'avenir, des médias électroniques. On verra, à l'avenir, des médias électroniques.

BERNARD CHAPIUS.

La hausse des salaires  
reste forte en France :  
4,3 % au deuxième trimestre

La hausse des salaires horaires ouvriers est demeurée forte au deuxième trimestre : 4,3 % contre 4,1 % au premier trimestre. Le 1er trimestre de l'année 1976, le salaire horaire des ouvriers s'est établi à 8,6 % pour les six premiers mois de l'année, niveau presque identique aux 8,7 % constatés l'an passé à pareille époque. En pourcentage, le gain est de 3,7 % en six mois contre 3,4 % au premier semestre 1975 (et, en réalité, moins de 2 % à l'époque, vu la diminution de l'ordre de 2 % des horaires dus à la crise économique du début 1975).

Cette forte poussée des salaires, contrairement aux vœux — et aux pronostics — de M. Fourcade, s'explique en partie par le salarisation du SNIC en avril et en juillet. Elle maintient la consommation à un niveau élevé. Elle nourrit aussi la hausse des prix de revient industriels, qui constitue l'un des facteurs de l'inflation française. On notera la symétrie entre la différence des rythmes de hausse des salaires et des prix en France et en Allemagne fédérale : dans les deux cas, l'indice français est deux fois et demi plus rapide que celui de l'Allemagne.

Compte tenu de ces divers facteurs, on peut prévoir que le taux du salaire horaire progressera encore de quelque 6,2 % du SMIC au 1er juillet et par conséquent des salaires les plus bas dans le bâtiment en avril. L'augmentation du SMIC le 1er juillet (supérieure à la précédente) a entraîné une hausse des salaires de 1,1 % en compte de la hausse des prix) et fait progresser les salaires de façon nettement supérieure aux professions salées que la coiffure, les services de nettoyage de bureaux, le commerce de gros, l'industrie du bois. D'autre part, 1,5 million de personnes ont bénéficié du relèvement des salaires horaires sans augmentation, l'accord signé le 14 avril prévoyant une hausse de 11 %, qui a été maintenue dans les déclarations des entreprises soit pour le premier trimestre soit pour le second.

On prévoit généralement que, comme les deux derniers années, la hausse des salaires horaires se ralentira au deuxième trimestre. Mais, en fait, la hausse probable des prix de détail des services officiels s'élève à une augmentation de 0,8 % par mois (en moyenne), le SMIC ne serait pas relégué au 1er octobre. Mais il faut tenir compte de la deuxième étape de l'accord de salarisation du SNIC, qui prévoit une augmentation de 20 % entre novembre 1976 et fin novembre 1978 ; c'est donc une nouvelle hausse de 9 % qui interviendrait à la fin de novembre. Enfin, les salaires horaires ont des clauses d'indexation de salaires quasi-automatiques lorsque les prix ont augmenté.

(Lire la suite page 18.)

UN GRAND AUTEUR A REDÉCOUVRIR

Stevenson

ou le réalisme de l'irréel

R.L.S., ce sont là les lettres dont on se sert pour désigner un grand auteur. Stevenson, son nom est si souvent ses lettres et les préfaces de ses livres. De lui, de ce grand auteur écossais, on ne trouve guère en librairie, il n'y a pas si longtemps, que l'on a créé, bien que plusieurs de ses œuvres aient été traduites en français. C'est de ce grand auteur écossais, on ne trouve guère en librairie, il n'y a pas si longtemps, que l'on a créé, bien que plusieurs de ses œuvres aient été traduites en français.

Robert-Louis Stevenson n'est à Edimbourg, le 13 novembre 1850, d'une famille pauvre d'ingénieurs bâillonnés de phare et de pasteur presbytérien. « Cumy », sa sœur, connaît une quantité de légendes écossaises et de merveilleuses histoires de ses ancêtres, qu'elle raconte à ses frères, et à ses sœurs, qu'elle raconte à ses frères, et à ses sœurs, qu'elle raconte à ses frères, et à ses sœurs.

LA MORT DE GAETAN PICON

(Lire page 12, l'article de Jacqueline Picon.)

ROLAND STRAGIATI.

L'Ulster, de la politique au « droit commun »

La situation s'est de nouveau détériorée à Belfast, où l'IRA « provisoire » a voulu marquer par des manifestations de masse le cinquantième anniversaire de l'instauration de l'indépendance irlandaise. Cette mesure a, en fait, été rapportée en mars dernier. Des émeutes ont cependant éclaté dans la capitale de l'Irlande du Nord, tandis que plusieurs milliers de sympathisants des « provos » réclamaient le rétablissement du régime politique, réclamaient la suppression des lois de l'Ulster « républicains ».

Plus de cinquante véhicules ont été incendiés.

Belfast. — « SHANGHAI-LA » : centre de masse. C'est le centre de masse. C'est le centre de masse. C'est le centre de masse. C'est le centre de masse.

Les destructions et les meurtres de cette capitale punaise ont bien changé depuis 1968. Après huit ans d'activités terroristes, essentiellement dirigées contre le commerce, il ne reste plus que six églises, deux théâtres et quatre écoles pour près de quatre cent mille habitants. La ville est devenue une zone de non-droit, où les lois de la République ne s'appliquent plus.

Il faut noter que les experts avant de s'engager sur une voie qui mènerait en danger de périr en Méditerranée orientale.

De notre correspondant

seigneur. Il faut, comme partout ailleurs, se faire oublier. La situation est grave. La situation est grave. La situation est grave.

Mais dans cette grande ville, les églises catholiques et protestantes, les habitants des pubs de la ville, les habitants des pubs de la ville, les habitants des pubs de la ville, les habitants des pubs de la ville.

RICHARD DEUTSCH.

(Lire la suite page 3.)

## Ouverture à Casablanca du procès des membres de l'Union des étudiants

**M. MOKTAR OULD DADDAH  
EST ÉLU PRÉSIDENT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
POUR LA QUATRIÈME FOIS**

## Ce n'est pas fini...

1992

[Le président Gaafar el Nimeiry avait déjà epris le café avec M. Abdel Khaled Mahjoub, secrétaire général du parti communiste soudanais, et les principaux dirigeants du coup d'Etat de juillet 1971 avant de nous envoyer à la potence. La presse locale avait alors largement reproduit la photographie de ces stoïques de bonnes manières.]

progressistes. A cet effet, le chef de P.O.L.P. a participé, lundi, à une réunion du Rassemblement islamique, groupant les principales autorités traditionnelles sunnites, dont M. Rachid Karamé, premier ministre. Une nouvelle réunion devait avoir lieu ce mardi entre les différentes per-

avaient pas, en général, les moyens de payer une consultation. Les Portugais ont, dans leur majorité, vécu ces bouleversements comme la fin d'un monde dans la région du Limpopo, dans un pays pauvre du Mozambique, le groupe dynamisateur a convaincu les colons pour leur demander de participer à la vie communale en travaillant dans les

**Prochain article :**  
**UNE ÉCONOMIE  
EN DIFFICULTÉ**

Un programme visant à réaménager soixante-dix mille victimes de la sécheresse dans la région de Wabé-Shebelle, dans l'est du pays. — (A.F.P.)

## UN LÉONARD EN DIFFICULTÉ

# DIPLOMATIE

## L'AFFAIRE DE L'USINE NUCLÉAIRE POUR LE PAKISTAN

### L'impasse persiste

(Suite de la première page.)

Il est admis que l'accord passé entre le Pakistan et la France comportait les garanties considérées « à l'époque » comme appropriées. Mais, précise M. Kissinger, les États-Unis ont découvert des doutes sur leur efficacité.

En ce qui concerne la suspension de l'aide américaine au Pakistan et ce pays maintient sa commande à la France, M. Kissinger a déclaré qu'il était « absolument inapproprié » de spéculer sur des événements futurs : « Nous sommes venus ici en amis », a-t-il ajouté. Pour ce fait, le premier ministre pakistanais a confirmé dans les journaux que toutes les questions en discussion entre son gouvernement et les États-Unis avaient été réglées à l'exception de celle de l'installation d'une usine de retraitement nucléaire.

Cette question, a déclaré M. Shultz, doit être réglée.

A Washington, on rappelle, indique l'A.P., que la position américaine par M. Kissinger n'est pas nouvelle. Le 22 juillet, le secrétaire d'État avait dit, à Seattle, sa résolution d'appliquer une pression maximale pour prévenir la prolifération d'équipements de technologie des combustibles fissiles. Le 30 juin, le président Ford avait signé, en même temps que le loi sur l'aide militaire, un amendement adopté par le Congrès, sur l'initiative du sénateur Symington et prévoyant la suspension de toute aide économique et militaire aux pays qui refusent les contrôles exigés par les États-Unis sur leurs installations de recyclage.

La réaction de M. Kissinger n'a, en tout cas, pas failli, dans l'avis de l'ambassadeur en France, un « fait fonctionnaire » autrement dit, le

secrétaire d'Etat lui-même — a, en effet, déclaré aux journalistes qu'il n'y avait pas de modification dans la position des États-Unis, et que les Pakistanais devaient modifier leur « attitude » en vue de continuer à bénéficier de l'aide américaine et se procurer aux États-Unis du matériel militaire, notamment des chasseurs bombardiers A-7. La position tranchée de

vente : les États-Unis feraient valoir après la France le nécessaire d'un renforcement des garanties. Parallèlement, Washington donnerait des assurances au Pakistan en ce qui concerne sa défense et soutiendrait favorablement la demande d'achat de chasseurs-bombardiers A-7, tout en lui offrant, éventuellement, une protection nucléaire.



(Dessin de KOME.)

Washington ne signifie pas que le Pakistan doit abandonner tout espoir de contrat avec la France, a précisé l'ambassadeur : « tant fonctionnaire », laisserait entendre qu'un compromis pourrait être trouvé.

Le secrétaire d'Etat américain avait précisé avant son départ de Lahore que les États-Unis tentaient d'établir des principes généraux d'évaluation de la technologie des combustibles fissiles. Les vols à moteur et les avions de combat en place d'un contrôle international similaire à ce que les Américains et les Indiens tentent au point pour leurs contrats de vente de centrales nucléaires. En ce qui concerne le Pakistan, le compromis pourrait prendre la forme sui-

La communication commun signée à la fin de la visite de M. Kissinger à Lahore réaffirme le soutien des États-Unis à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Pakistan, qui demandent l'un des principes permanents de la politique étrangère américaine.

M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates, ancien ministre des Affaires étrangères, a dit à la faveur d'incidents comme celui-ci, les Français tentent de faire passer encore l'indépendance qui a été le mien nager, et la nécessité d'une défense vigilante de leurs intérêts.

### A PIENCOURT

#### Dans la « branche des Guinness » de la famille Guinness

De notre envoyé spécial

Deauville. — M. Henry Kissinger est arrivé lundi 9 août, en provenance du Pakistan, après une escale technique à Téhéran, à l'aéroport de Deauville-Saint-Germain où il a été accueilli par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche et maire de Deauville. M. Kissinger est venu avec tout son état-major, et son épouse, Mme. Kissinger, une cinquantaine d'années, est arrivée avec elle. M. et Mme. Kissinger possèdent à Piencourt une propriété de 140 hectares comportant notamment un haras et un terrain de golf. Le haras compte une trentaine de chevaux de course mais plusieurs sont des « paniers » appartenant à des éleveurs professionnels, tel que M. Virech, l'armateur grec.

Agé de soixante-dix ans, M. Kissinger, qui a été membre du Parlement britannique de 1951 à 1955 et qui a combattu dans la R.A.F. pendant la guerre, se dit lui-même comme faisant partie de la « branche des Guinness » de la famille Guinness. Il aime les photographes et particulièrement les journalistes. En revanche, les journalistes présents, et surtout les photographes, ont été très vite repoussés à leur gré de M. Kissinger par ses services de sécurité. M. et Mme. Kissinger ont brynné leur séjour de manière à ne pas être dérangés. Quelques bousculades se sont produites avec les policiers français gardant l'édifice.

La centaine d'habitants massés devant l'aéroport semblait se soucier assez peu du chantage américain vis-à-vis du Pakistan et contemplant le secrétaire d'Etat américain avec curiosité, mais sans hostilité. Les gens se souciaient plutôt des échouages, dont les effets dans les champs voisins sont particulièrement visibles. En revanche, les journalistes présents, et surtout les photographes, ont été très vite repoussés à leur gré de M. Kissinger par ses services de sécurité. M. et Mme. Kissinger ont brynné leur séjour de manière à ne pas être dérangés. Quelques bousculades se sont produites avec les policiers français gardant l'édifice.

DOMINIQUE DHOMÈRES.

### Italie

#### NOUVEAU MAIRE DE ROME

##### M. Argan entend s'attaquer à la « crise d'identité » de la capitale

De notre envoyé spécial

Rome. — A 32 heures, la cloche du Capitole a annoncé au Bonaparte des deux municipalités de Rome que depuis le 1er août, M. Argan n'est plus le premier adjoint mais le premier maire de la capitale. M. Argan, 64 ans, est le premier tour de service de la capitale. Il est communiste, social-démocrate, et a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale.

L'élection de M. Argan a été un événement politique. Né à Turin, en 1912, il a, pendant vingt-cinq ans, été fonctionnaire de l'administration des beaux-arts avant d'arriver à la présidence du conseil supérieur des antiquités et des beaux-arts. Il a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale.

M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale.

M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale.

M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale.

M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale. M. Argan a été élu à la mairie de la capitale.

### Irlande du Nord

#### De la politique au « droit commun »

(Suite de la première page.)

Il faut laisser écouler les choses, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

complexes. Il doit donc se contenter de réviser son rôle de camp aux jolies Irlandaises. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

(1) Criminal Injuries to Property Compensation Act (Northern Ireland).

(2) Version irlandaise du whiskey.

(3) Préface.

À la suite de notre information sur la note officielle de l'ambassade de Berlin à Paris, nous avons appris que M. Schmidt, chancelier fédéral, avait désigné directement par le Sénat de Berlin-Ouest pour siéger dans les négociations pour la ville de Berlin. Il est en fait désigné par le Sénat de Berlin-Ouest pour siéger dans les négociations pour la ville de Berlin. Il est en fait désigné par le Sénat de Berlin-Ouest pour siéger dans les négociations pour la ville de Berlin.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher. Les choses se passent, on ne peut pas les empêcher.

























[illegible]

1. **AVANTAGE**  
 2. **AVANTAGE**  
 3. **AVANTAGE**  
 4. **AVANTAGE**  
 5. **AVANTAGE**  
 6. **AVANTAGE**  
 7. **AVANTAGE**  
 8. **AVANTAGE**  
 9. **AVANTAGE**  
 10. **AVANTAGE**  
 11. **AVANTAGE**  
 12. **AVANTAGE**  
 13. **AVANTAGE**  
 14. **AVANTAGE**  
 15. **AVANTAGE**  
 16. **AVANTAGE**  
 17. **AVANTAGE**  
 18. **AVANTAGE**  
 19. **AVANTAGE**  
 20. **AVANTAGE**  
 21. **AVANTAGE**  
 22. **AVANTAGE**  
 23. **AVANTAGE**  
 24. **AVANTAGE**  
 25. **AVANTAGE**  
 26. **AVANTAGE**  
 27. **AVANTAGE**  
 28. **AVANTAGE**  
 29. **AVANTAGE**  
 30. **AVANTAGE**  
 31. **AVANTAGE**  
 32. **AVANTAGE**  
 33. **AVANTAGE**  
 34. **AVANTAGE**  
 35. **AVANTAGE**  
 36. **AVANTAGE**  
 37. **AVANTAGE**  
 38. **AVANTAGE**  
 39. **AVANTAGE**  
 40. **AVANTAGE**  
 41. **AVANTAGE**  
 42. **AVANTAGE**  
 43. **AVANTAGE**  
 44. **AVANTAGE**  
 45. **AVANTAGE**  
 46. **AVANTAGE**  
 47. **AVANTAGE**  
 48. **AVANTAGE**  
 49. **AVANTAGE**  
 50. **AVANTAGE**  
 51. **AVANTAGE**  
 52. **AVANTAGE**  
 53. **AVANTAGE**  
 54. **AVANTAGE**  
 55. **AVANTAGE**  
 56. **AVANTAGE**  
 57. **AVANTAGE**  
 58. **AVANTAGE**  
 59. **AVANTAGE**  
 60. **AVANTAGE**  
 61. **AVANTAGE**  
 62. **AVANTAGE**  
 63. **AVANTAGE**  
 64. **AVANTAGE**  
 65. **AVANTAGE**  
 66. **AVANTAGE**  
 67. **AVANTAGE**  
 68. **AVANTAGE**  
 69. **AVANTAGE**  
 70. **AVANTAGE**  
 71. **AVANTAGE**  
 72. **AVANTAGE**  
 73. **AVANTAGE**  
 74. **AVANTAGE**  
 75. **AVANTAGE**  
 76. **AVANTAGE**  
 77. **AVANTAGE**  
 78. **AVANTAGE**  
 79. **AVANTAGE**  
 80. **AVANTAGE**  
 81. **AVANTAGE**  
 82. **AVANTAGE**  
 83. **AVANTAGE**  
 84. **AVANTAGE**  
 85. **AVANTAGE**  
 86. **AVANTAGE**  
 87. **AVANTAGE**  
 88. **AVANTAGE**  
 89. **AVANTAGE**  
 90. **AVANTAGE**  
 91. **AVANTAGE**  
 92. **AVANTAGE**  
 93. **AVANTAGE**  
 94. **AVANTAGE**  
 95. **AVANTAGE**  
 96. **AVANTAGE**  
 97. **AVANTAGE**  
 98. **AVANTAGE**  
 99. **AVANTAGE**  
 100. **AVANTAGE**









# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## COMMERCE

### Combien y a-t-il de magasins de grande surface ?

Petit jeu de société pour les amateurs de statistiques. Combien y a-t-il, en France, d'hypermarchés et de supermarchés au 1<sup>er</sup> juillet dernier ? Selon l'Institut français du livre service (dans la revue *Service Actualité*) (1) 120 hypermarchés et 3.014 supermarchés. Selon l'Institut de la grande surface (dans la revue *Le Commerce*) (2) 120 hypermarchés et 3.014 supermarchés. Selon l'Institut de la grande surface (dans la revue *Le Commerce*) (2) 120 hypermarchés et 3.014 supermarchés. Selon l'Institut de la grande surface (dans la revue *Le Commerce*) (2) 120 hypermarchés et 3.014 supermarchés.

que d'hyper, ce qui n'a rien d'étonnant ! En dessous de 100 m<sup>2</sup>, on n'a pas besoin de l'autorisation des commissions départementales d'urbanisme. Ce n'est pas le cas, ce type de magasin réparti dans de petits magasins, au lieu de 120 hypermarchés, il y en a 3.014. Selon l'Institut de la grande surface (dans la revue *Le Commerce*) (2) 120 hypermarchés et 3.014 supermarchés.

Employant 155 000 personnes, le secteur réalise 31,6 % des ventes alimentaires et 18,8 % de l'ensemble des chiffres du commerce de détail. Malheureusement, la loi Royer, les magasins de grande surface continuent à se développer. — L.D.

(1) 46, rue de Clugny, Paris-P. 15.  
(2) 10, rue de Buzenval, 92100 Boulogne.

## SÉCHERESSE

### Les mesures d'indemnisation seront appliquées en octobre

Le premier ministre a reçu le 10 août M. Jean Chausson, président du conseil général de l'Ain, et M. Jacques Ploq, député (C.D.R.) de l'Ain, pour leur exposer la situation des agriculteurs de la région. Le ministre a promis de prendre les mesures nécessaires pour indemniser les agriculteurs de la région. Les mesures d'indemnisation seront appliquées en octobre.

De plus, pour rétablir la mise en place immédiate de secours, une aide financière de 100 millions de francs sera versée aux agriculteurs de la région. Les mesures d'indemnisation seront appliquées en octobre.

Le premier ministre a promis de prendre les mesures nécessaires pour indemniser les agriculteurs de la région. Les mesures d'indemnisation seront appliquées en octobre.

## ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement préparatoire à l'entrée des universités. Cours supérieurs PRÉPARATION À LA DIRECTION DES ENTREPRISES. Le cours est ouvert à tous les étudiants de l'enseignement supérieur. Les cours sont donnés en français et en anglais. Les étudiants sont admis sur dossier. Les frais de scolarité sont de 100 millions de francs par an. Les étudiants sont admis sur dossier. Les frais de scolarité sont de 100 millions de francs par an.

Pour louer une voiture en Norvège, réservez chez europcar 645.21.25

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN

### Bureau National d'Études Économiques et Techniques (ECOTEC)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL. Le BUREAU NATIONAL D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET TECHNIQUES (ECOTEC) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel de travaux publics divers en deux lots : LOT n° 1 : Matériel de terrassement. LOT n° 2 : Matériel de montage-levage. Les soumissionnaires éventuels sont invités à retirer le cahier des charges définissant les caractéristiques du matériel et les conditions générales d'achat à partir du 2 août 1976 à l'ECOTEC, 6, bd Colonel-Bougara, ALGER - Direction des Travaux - B.P. 33 - Tél. 60-25-80 à 83 - Téléc. N° 52737 contre paiement de la somme de 100 D.A.

Les offres doivent parvenir sous pli recommandé avec la mention : « APPEL D'OFFRES n° 101/76 - Lot n° 1 » à ne pas ouvrir à l'ECOTEC : Direction des Travaux, avant le 20 septembre 1976, délai de rigueur ; le cachet de la poste faisant foi.

## AFFAIRES

### JUGEANT INSUFFISANTE L'AIDE DE L'ÉTAT M. Genoyer risque de renoncer à entreprendre la relance de Griffet

M. Maurice Genoyer, industriel marillais qui avait proposé en juin dernier un plan de relance de la société Griffet, a mis en règlement judiciaire le 27 novembre 1974 et dont l'usine est occupée par les salariés depuis février 1975 (« Le Monde » du 3 juin et du 17 juillet). — Jugeant insuffisante l'aide des pouvoirs publics, pourrait renoncer à son projet.

M. Genoyer, qui se faisait fort de réunir un capital de 5 millions de francs, demandait à l'État un aide de 3 millions de francs et un prêt du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) de 2 millions de francs. Le Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (C.O.S.I.) vient de lui faire connaître sa réponse : il propose à M. Genoyer une aide de 1 million de francs et un prêt F.D.E.S. de 0,5 million de francs. M. Genoyer a refusé cette offre et a demandé 5 millions de francs.

Cette dernière proposition, jugée insuffisante, a conduit M. Genoyer à déposer un bilan. L'industriel marillais, pourrait renoncer à son projet.

Moins d'un an après sa création, la société Artelec (ex-Grandin) pourrait déposer son bilan. L'industriel marillais, pourrait renoncer à son projet.

Moins d'un an après la relance de Grandin (radio-télévision) à Montreuil (Seine-Saint-Denis), le conseil de surveillance de la nouvelle société, baptisée Artelec, a décidé, lundi 9 août, le président du conseil de déposer le bilan. La société, qui avait été créée le 10 août 1975, a obtenu des banques le prêt de 600 000 francs qu'elle réclamait.

Les pouvoirs publics, alertés par les dirigeants de l'entreprise des graves difficultés de la société, ont décidé d'intervenir. Ils avaient, en effet, mis comme condition à leur participation l'obtention de la mise en place immédiate de secours. Une aide financière de 100 millions de francs sera versée aux agriculteurs de la région. Les mesures d'indemnisation seront appliquées en octobre.

La Fédération de la métallurgie C.G.T. a protesté lundi soir, dans un communiqué, contre la mise en chômage des salariés d'Artelec qui n'est pour le moment qu'une mesure provisoire. La situation actuelle d'Artelec est « la dégradation visible de centaines d'emplois industriels ».

À l'unanimité, le conseil d'administration de la Fédération C.G.T. de Seine-Saint-Denis, qui a tenu une réunion le 10 août, a décidé de saisir le conseil de surveillance de la nouvelle société, baptisée Artelec, a décidé, lundi 9 août, le président du conseil de déposer le bilan. La société, qui avait été créée le 10 août 1975, a obtenu des banques le prêt de 600 000 francs qu'elle réclamait.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de toutes les usines de la Société nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.) ont décidé d'organiser, depuis lundi 9 août, une manifestation de protestation. Ils ont décidé d'organiser, depuis lundi 9 août, une manifestation de protestation. Ils ont décidé d'organiser, depuis lundi 9 août, une manifestation de protestation.

Le taux d'intérêt des eurodevises. Le taux d'intérêt des eurodevises est de 12,5 %.

Le taux d'intérêt des eurodevises est de 12,5 %.

Le taux d'intérêt des eurodevises est de 12,5 %.

## CONJONCTURE

### La hausse des salaires reste forte en France

(Suite de la première page.) De sorte qu'un mois le gain en pouvoir d'achat des ouvriers payés à l'heure s'est accru de 3,7 % en moyenne, alors qu'il n'avait progressé que de moins de 2 % l'an dernier de janvier à juin. 4,4 % pour le salaire horaire, mais - 2 % d'horaires supplémentaires.

Cette forte poussée des salaires est un des facteurs décisifs de la forte consommation actuelle. Et, comme le niveau élevé de la demande intérieure est présentement le principal moteur de la reprise économique française, les investissements privés diminuant et les exportations ayant tendance à progresser modestement, il n'est pas exagéré d'affirmer que la France est en train de vivre la production française, qui n'a pas encore retrouvé ses performances de 1968-1974.

La forte hausse des salaires est à la fois cause et effet de l'inflation. On notera que le rythme de l'accroissement des salaires annuels des salariés est en avance sur celui des prix.

Sur les marchés des changes, le dollar s'est apprécié de 1,5 % par rapport au franc français, le mark de 1,2 %.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

## LES MARCHÉS

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

Le plus grand danger réside dans le fait que la hausse des salaires est en avance sur celle des prix.

## PARIS

**9 ADUT**

## Immobilisme

Le calme le plus absolu a régné en ce début de semaine à la Bourse de Paris, où, après trois quarts d'heure de transactions, l'ensemble des valeurs inscrites à terme étaient cotées.

Un tiers d'entre elles, à peine, ont enregistré des variations notables, les autres restant au voisinage immédiat de leurs cours précédents.

Une trentaine de titres ont ainsi fléchi, parmi lesquels seuls Sofneder, B.C.T., Béghin, C.I.C., Peugeot, T.R.T., U.I.S. Jeumont, Imetal et U.T.A. perdaient 2 % en moyenne. A l'inverse, un peu plus

Bref, les différents indices ne se sont guère éloignés de leurs

La légère reprise du franc s'a eu, comme au chute de la semaine dernière, aucun impact notable sur le marché, celui-ci restant privé de sa pâture quotidienne. Les professionnels se salignent

**Aux valeurs étrangères, la baisse**  
des mines d'or s'est ralentie, tan-  
dis que l'acier et les métaux non fer-  
reux ont continué de baisser.

Sur le marché de l'or, le lingot est resté stable, à 18 500 F. contre

18 490 F. et le napoléon a gagné 0,40 F. à 227,90 F. après 228,20 F. Le volume de transactions, toujours très faible, a atteint 5,23 millions de francs, contre 6,01 millions.

DROITS DE SOUSCRIPTION		
VALEURS (Actions et parts)	Nombre	Pourcentage
Facilement Portée : 20	1 2 1	

## LES DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Moins	Plus
Continental Paper, c. 30.	1 p. 2	...
Druggists Tray, publ. c. 3.	2 p. 8	...
Union Breweries, c. 5.	1 p. 10	...
Union Breweries, c. 7.	10 p. 10m.	...

## LONDRES

Mieux disposé

Encouragé par le redressement de la livre et le ralentissement de la hausse des prix de gros en juillet, le marché se redresse légèrement. Progrès modérés des industrielles et des banques, mais nouveau tassement des pétroles et surtout des mines d'or, ces dernières restent éprouvées par la situation toujours tendue en Afrique du Sud. Tendances soutenues aux fonds d'Etat.

SALEURS	CLOTURE	COORS
	5/2	10/2

	1970	1975
War Loan @ 1/2 %..	25 1/5	55 1/2
Beecham .....	350	351 1/2
British Petroleum .....	585	579 1-8
Shell .....	420	418 1/2
Victoria .....	191	182
Imperial Chemical .....	260	352

Granulada .....	110	...	160
De Peers .....	100	...	155 1/2
Western Holdings .....	10 1/4	...	10 1/4
Rio Tinto Zinc Corp. ....	134	...	193
West British .....	18	...	14 1/2

(\*) En francs.

---

**NOUVELLES DES SOCIÉTÉS**

**SIMENS.** — Pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (se terminant le 30 septembre), la société a réalisé un bénéfice net de 340 millions de D.M. contre 349 millions un an plus tôt.

**Chiffres d'affaires hors taxes**

**DUNLOP S.A.** : 619,48 millions de francs contre 532,47 millions.

E.R.V. : 94,92 millions de francs  
(C.A. brut), soit une hausse de 7 %  
J.A.Z : 79,49 millions de francs  
contre 72,18 millions.  
AUX TROIS QUANTIERS : 53,25  
millions de francs contre 42,49 mil-  
lions.  
GRANDES MOULINS DE PARIS -

**GRANDS MOULINS DE PARIS :**  
\$31,88 millions de francs contre  
\$69,42 millions.

---

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE. Base 100 31 déc. 1973.)  
          ?                 ? soft ? soft

Valeurs françaises ..	91,1	99,6
Valeurs étrangères ..	109,6	100,1
C= DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 31 déc. 1951.)		
Indice général .....	70,5	78,2
Taux du marché monétaire		

## NEW-YORK

NEW YORK

**MORNE**  
Au cours de la séance de lundi l'une des plus moroses de l'année, l'indice Dow Jones s'est replié 2,54 points à 262,44. Le volume de transactions a diminué : 11,70 millions de titres seulement ont changé de mains contre 12,32 millions vendredi. Notons toutefois que séance fut écourtée d'une heure raison de l'imminence d'un ouragan.

Le nombre des hausses l'a emporté sur les baisses par 733 contre 5. Un peu plus de 500 titres ont, peu de chose près, reproduit les

De toute évidence, à l'approche de la convention républicaine, il doit désigner son candidat aux élections présidentielles, les opérations redoublent de prudence. Leur favori — M. Ford — n'est pas assuré l'emporter.

Pour la première fois depuis vingt ans, la composition de l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a été modifiée : Anaconda, prochainement absorbé par Atlantic Richfield, a été remplacé par la Minnesota Mining and Manufacturing (3M).

VALEURS	COURS 8/5	COURS 8/3
---------	--------------	--------------

.....	57 1/8	58 7/8
.....	58 1/4	59 1/4
.....	42	41 7/8
.....	28 1/2	29 1/2
.....	198 3/4	136 1/4
.....	84 3/4	84 3/4
.....	54 1/8	53 1/8

General Electric	88	3/4	84	1
Natural Foods	22	7/8	32	2 1/2
General Motors	88	3/4	84	1
Modular	22	3/5	22	3/5
S.M.	124	5/8	274	5/8
T.T.	81	..	38	7/8
Wessex	33	1/8	32	..

White Oil .....	67 ...	50 1/4
Water .....	23 1/4	60
Whisker .....	90 1/2	92
Whisker .....	23 1/8	27 1/4
W.I. Inc. ....	26 7/8	60 1/2
Wilson Cartridge .....	60 3/4	90 1/2
S. Steel .....	62	91 1/2
Winghouse .....	18 1/8	18 3/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO	
	10/8
dollar par yen	200.00

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

**BOURSE DE PARIS — 9 AOUT — COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

[illegible]

## COTE DES CHANGES COURS DES BILLETS MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL.	CORRUS publ.	CORRUS 0/0	de 30 à 90 jours	MONNAIES ET DEVISES.	CORRUS publ.	CORRUS 0/0
Charbon (5 T.).	4 980	4 972	4 98	de (du ou sur).....	1840	1840
Charbon (10 T.).	5 030	5 022	5 01	de (du ou sur).....	1840	1840
Charbon (15 T.).	5 080	5 072	5 08	de (du ou sur).....	1840	1840
Charbon (20 T.).	5 130	5 122	5 13	Pièces étrangères (20 T.).	250 80	250 80
Charbon (25 T.).	5 180	5 172	5 19	Pièces étrangères (10 T.).	125 40	125 40
Charbon (30 T.).	5 230	5 222	5 24	Pièces étrangères (5 T.).	62 70	62 70
Charbon (35 T.).	5 280	5 272	5 29	Pièces étrangères (2 1/2 T.).	31 35	31 35
Charbon (40 T.).	5 330	5 322	5 35	Pièces étrangères (1 T.).	15 67	15 67
Charbon (45 T.).	5 380	5 372	5 40	Pièces étrangères (500 francs).	181 30	181 30
Charbon (50 T.).	5 430	5 422	5 45	Pièces étrangères (250 francs).	90 65	90 65
Charbon (55 T.).	5 480	5 472	5 50	Pièces étrangères (125 francs).	45 32	45 32
Charbon (60 T.).	5 530	5 522	5 55	Pièces étrangères (62 1/2 francs).	22 66	22 66
Charbon (65 T.).	5 580	5 572	5 60	Pièces étrangères (31 25 francs).	11 33	11 33
Charbon (70 T.).	5 630	5 622	5 65	Pièces étrangères (15 62 1/2 francs).	5 66	5 66
Charbon (75 T.).	5 680	5 672	5 70	Pièces étrangères (7 81 1/4 francs).	2 83	2 83
Charbon (80 T.).	5 730	5 722	5 75	Pièces étrangères (3 90 3/4 francs).	1 41	1 41
Charbon (85 T.).	5 780	5 772	5 80	Pièces étrangères (1 95 1/8 francs).	0 70	0 70
Charbon (90 T.).	5 830	5 822	5 85	Pièces étrangères (0 97 1/2 francs).	0 35	0 35
Charbon (95 T.).	5 880	5 872	5 90	Pièces étrangères (0 48 3/4 francs).	0 17	0 17
Charbon (100 T.).	5 930	5 922	5 95	Pièces étrangères (0 24 1/8 francs).	0 08	0 08
Charbon (105 T.).	5 980	5 972	6 00	Pièces étrangères (0 12 1/4 francs).	0 04	0 04
Charbon (110 T.).	6 030	6 022	6 05	Pièces étrangères (0 06 1/4 francs).	0 02	0 02
Charbon (115 T.).	6 080	6 072	6 10	Pièces étrangères (0 03 1/4 francs).	0 01	0 01
Charbon (120 T.).	6 130	6 122	6 15	Pièces étrangères (0 01 1/4 francs).	0 00	0 00
Charbon (125 T.).	6 180	6 172	6 20	Pièces étrangères (0 00 1/4 francs).	0 00	0 00
Charbon (130 T.).	6 230	6 222	6 25	Pièces étrangères (0 00 1/8 francs).	0 00	0 00
Charbon (135 T.).	6 280	6 272	6 30	Pièces étrangères (0 00 1/16 francs).	0 00	0 00
Charbon (140 T.).	6 330	6 322	6 35	Pièces étrangères (0 00 1/32 francs).	0 00	0 00
Charbon (145 T.).	6 380	6 372	6 40	Pièces étrangères (0 00 1/64 francs).	0 00	0 00
Charbon (150 T.).	6 430	6 422	6 45	Pièces étrangères (0 00 1/128 francs).	0 00	0 00
Charbon (155 T.).	6 480	6 472	6 50	Pièces étrangères (0 00 1/256 francs).	0 00	0 00
Charbon (160 T.).	6 530	6 522	6 55	Pièces étrangères (0 00 1/512 francs).	0 00	0 00
Charbon (165 T.).	6 580	6 572	6 60	Pièces étrangères (0 00 1/1024 francs).	0 00	0 00
Charbon (170 T.).	6 630	6 622	6 65	Pièces étrangères (0 00 1/2048 francs).	0 00	0 00
Charbon (175 T.).	6 680	6 672	6 70	Pièces étrangères (0 00 1/4096 francs).	0 00	0 00
Charbon (180 T.).	6 730	6 722	6 75	Pièces étrangères (0 00 1/8192 francs).	0 00	0 00
Charbon (185 T.).	6 780	6 772	6 80	Pièces étrangères (0 00 1/16384 francs).	0 00	0 00
Charbon (190 T.).	6 830	6 822	6 85	Pièces étrangères (0 00 1/32768 francs).	0 00	0 00
Charbon (195 T.).	6 880	6 872	6 90	Pièces étrangères (0 00 1/65536 francs).	0 00	0 00
Charbon (200 T.).	6 930	6 922	6 95	Pièces étrangères (0 00 1/131072 francs).	0 00	0 00
Charbon (205 T.).	6 980	6 972	7 00	Pièces étrangères (0 00 1/262144 francs).	0 00	0 00
Charbon (210 T.).	7 030	7 022	7 05	Pièces étrangères (0 00 1/524288 francs).	0 00	0 00
Charbon (215 T.).	7 080	7 072	7 10	Pièces étrangères (0 00 1/1048576 francs).	0 00	0 00
Charbon (220 T.).	7 130	7 122	7 15	Pièces étrangères (0 00 1/2097152 francs).	0 00	0 00
Charbon (225 T.).	7 180	7 172	7 20	Pièces étrangères (0 00 1/4194304 francs).	0 00	0 00
Charbon (230 T.).	7 230	7 222	7 25	Pièces étrangères (0 00 1/8388608 francs).	0 00	0 00
Charbon (235 T.).	7 280	7 272	7 30	Pièces étrangères (0 00 1/16777216 franc		



